FICHE 33

LES ÉTATS-UNIS ET L'AMÉRIQUE LATINE

« Si loin de Dieu, si proche des États-Unis. » Cette phrase passée à la postérité est attribuée à l'ancien dictateur mexicain Porfirio Díaz. Elle évoque une réalité ressentie en Amérique latine bien au-delà des rives du Rio Bravo. Depuis le XIXe siècle, l'histoire latino-américaine et son présent ne sauraient être compris sans prendre en compte l'importance de la relation entre les pays de la région et les États-Unis.

Le « Western Hemisphere » désigne, pour Washington, l'ensemble des pays du continent.

L'influence, voire la domination, de ce pays en Amérique latine s'est progressivement imposée à la faveur d'un certain nombre d'événements politiques et militaires : du côté des pays latino-américains, le siècle des indépendances (1810-1898) et le surgissement chaotique des nouveaux États-nations de l'ère moderne ; du côté des États-Unis, l'expansion vers l'ouest et la montée en puissance dans l'ordre international face à l'Europe. C'est dans ce contexte qu'en 1823 la doctrine Monroe (du nom de James Monroe, président des États-Unis de 1817 à 1825) a fixé la politique étatsunienne en matière de relations avec la partie sud de l'hémisphère. Elle affirmait « L'Amérique aux Américains ». Pour Washington, ce slogan signifiait que l'Amérique latine constituerait désormais son « arrière-cour » (« *America's Backyard* »), c'est-à-dire sa zone d'influence. Historiquement, l'Amérique

latine a ainsi constitué la région à partir de laquelle les États-Unis ont élaboré le corps de doctrine de l'ensemble de leur politique étrangère et éprouvé leur statut et leurs prérogatives de puissance.

UN POUVOIR DE POLICE INTERNATIONALE

Dans les années 1840, la « destinée manifeste » théorise la légitimité – de droit divin – du pays à s'étendre toujours plus vers l'ouest. C'est ainsi que les États-Unis se lancent dans une guerre d'annexion du Mexique et le dépossède de la moitié de son territoire entre 1846 et 1848, sous la présidence démocrate de James K. Polk. Plus tard, en 1901, l'amendement Platt (du nom du sénateur républicain qui l'a présenté), voté en tant que disposition légale du Congrès, allait plus loin encore : il octroyait aux États-Unis un droit d'ingérence et d'intervention militaire à Cuba, qu'ils venaient « d'aider » à gagner son indépendance (1898) face à la Couronne espagnole agonisante dans la région. Et venait actualiser la doctrine Monroe, en lui conférant son contenu interventionniste pour le XXe siècle. Cette guerre hispano-américaine leur a également permis d'annexer purement et simplement Porto Rico, qui est devenu, à partir de 1950, un « État libre associé » aux États-Unis. L'amendement Platt a intégré la Constitution cubaine en 1902 et conditionné les relations entre Washington et son nouveau semi-protectorat jusqu'à la révolution cubaine de 1959 conduite par Fidel Castro. Le dispositif conférait aux États-Unis le statut de garant de la souveraineté et de l'indépendance de Cuba.

En 1903, les États-Unis obtiennent la concession à perpétuité de la zone où a ensuite été construit le canal de Panama (1914) et un pouvoir de police dans la région en contrepartie de leur appui militaire aux sécessionnistes qui arrachaient le territoire panaméen à la Colombie. Cet épisode en a entraîné d'autres qui s'appuyaient sur le « corollaire Roosevelt » de 1904 (du nom de Theodore Roosevelt). Ce dernier complétait à son tour la « doctrine Monroe » en renforçant sa dimension interventionniste et expansionniste. En octroyant pour la première fois dans l'histoire un « pouvoir de police internationale » aux États-Unis, le « corolaire Roosevelt » invente le futur droit d'ingérence et complète la politique du « gros bâton » popularisée quelques années auparavant par le président républicain qui prônait une politique interventionniste des États-Unis, notamment en Amérique centrale et dans la Caraïbe – premier noyau géographique au sein de la zone d'influence latino-américaine –, lorsque leurs intérêts stratégiques étaient remis en cause.

POUR JOE BIDEN, UNE « AVANT-COUR »

Jusqu'aux années 30, plusieurs pays vont faire les frais de cette politique (Nicaragua, Haïti, République dominicaine, Mexique), activement maintenue, sous diverses formes (déstabilisation de régimes jugés trop à gauche, soutien à des coups d'État – Chili 1973 –, lutte contre les guérillas communistes...), tout au long de la guerre froide contre l'URSS. Cadre de référence revendiqué par Donald Trump, la doctrine Monroe et le « America's Backyard » sont rejetés par Joe Biden qui propose désormais d'assimiler l'Amérique latine à l'« avant-cour » (« America's Front Yard ») du pays.